

2008, 60 ans après la Naqba, un bel élan de solidarité

Le meeting pour la Palestine qui se tenait le 17 mai au Parc des expositions à Paris fût un grand moment. Prés de 4000 personnes venant de toutes les régions s'étaient données rendez-vous en ce lieu où interventions publiques et concerts se sont succédés autour de deux grands débats historique et politique. L'ambiance était amicale et chaleureuse. Le meeting s'est ouvert sur les interventions de nombreuses personnalités dont Stéphane Hessel, ancien ambassadeur de France en Israël qui a réaffirmé son entière réprobation de la politique israélienne en Palestine occupée et colonisée et réclamé la liberté pour les Palestiniens. Hind Khoury, représentante de l'Autorité palestinienne en France a rappelé que la Naqba est toujours d'actualité; l'Etat israélien poursuit insidieusement la colonisation notamment à Jérusalem-est malgré les résolutions internationales. Le débat historique qui rassemblait Elias Sanbar et Avi Schlaïm historiens palestinien et israélien autour de Dominique Vidal, journaliste au Monde Diplomatique, retraçait l'histoire de la Naqba d'après les recherches menées par les historiens palestiniens et les « nouveaux » historiens israéliens en insistant sur l'éventuelle existence d'un plan d'expulsion global des Palestiniens. Au cours du débat politique, tous les intervenants dont Leïla Shahid, représentante de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union européenne ont déploré la situation intolérable à Gaza et l'absence de volonté politique des Etats et de l'Union européenne pour aboutir à un règlement juste du conflit.

(cf extraits du débat en page 4 du bulletin)
Véronique de Keyser, députée européenne a inlassablement martelé que l'Europe qui a les moyens d'agir politiquement est responsable du sort des Palestiniens. Gidéon Lévy, journaliste israélien a employé des mots très forts pour dénoncer l'attitude des dirigeants de son pays et la collaboration des autres Etats, tandis que Ziad Abou Amer, ancien ministre palestinien (Hamas) a relancé l'idée d'un Etat binational devant l'absence de perspectives pour un Etat palestinien viable.



Photos Jacques Lavergne

Le message d'espoir était porté à la fin du meeting par les deux jeunes activistes palestinien et israélien du Comité de résistance de Bil'in et des Anarchistes contre le mur, Abdallah Abou Rahma et Keren Shayo. Ils ont parlé de leur lutte commune contre l'occupation et la construction du mur à Bil'in qui est devenu le village symbole de la résistance non violente contre les violations de l'Etat israélien. Face aux enjeux géopolitiques qui secouent cette région, si l'avenir reflétait l'esprit de Keren lorsqu'elle affirme qu'elle veut montrer au monde que des Israéliens sont avec les Palestiniens et que ce peuple est devenu sa famille ?

Isabelle Jauberteau

Activités récentes du centre Al Diwan

- Colloque avec l'association Madar, spécialiste des affaires israéliennes
- La troupe de théâtre Ashtar a donné une représentation « Comment consommer raisonnablement l'eau ? »
- Visite d'un groupe français de Nantes avec le directeur du collège Ibrahimieh de Jérusalem
- Examens de karaté pour les ceintures jaunes et oranges
Et toujours :
- Les cours de maths, anglais, français...pour les jeunes
Danses par le groupe Al Diwan pour le Dabkah

Le droit pour la paix, les partis politiques répondent

La lettre de Alain Rodet pour le Parti Socialiste

[...] Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-après, des éléments de réponse extraits d'une lettre adressée récemment par le Président du groupe PS à l'Assemblée nationale à la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine à Paris, et confirmant une position à laquelle j'adhère pleinement : La France, en effet est membre permanent du Conseil de sécurité. Elle n'y est pas seule. Mais elle peut avoir un rôle dynamiseur sous réserve qu'elle y défende les fondamentaux de notre politique étrangère au Proche-Orient, tels qu'ils ont été publiquement définis par le Président Mitterrand le 4 mars 1982.

Je me permets de vous les rappeler : « Il n'y a pas pour la France d'interdit. Son devoir est de tenir toujours et partout un seul et même langage. Pourquoi ai-je souhaité que les habitants arabes de Cisjordanie et de Gaza disposent d'une patrie ? Parce qu'on ne peut demander à quiconque de renoncer à son identité (...). Il appartient aux Palestiniens (...) de décider eux-mêmes de leur sort. A l'unique condition qu'ils inscrivent leur droit dans le respect du droit des autres (...). Israël a le droit d'exister et les moyens de sa sécurité. La France approuvera ce qui sera dialogue ou approche de dialogue (...).

La France appelée en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies à examiner les causes et la nature des conflits, se sent (...) comptable de la paix (...). Nul ne peut décider des frontières et des conditions qui à partir des résolutions de l'ONU s'imposent aux parties en cause. Ce sera l'affaire des négociateurs et d'eux seuls ».

Le Parti socialiste s'en tient à cette feuille de route. Les Palestiniens comme Israël ont droit à un Etat dans des frontières sûres et reconnues. La France doit s'efforcer avec ses partenaires européens de favoriser les conditions d'un dialogue.

Les bases de ce dialogue doivent être inscrites dans les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Ces textes de droit international excluent les initiatives territoriales unilatérales, annexions et colonisations, construction d'un mur de séparation. Il convient donc pour le Parti socialiste d'y mettre fin. Le droit humanitaire doit être respecté par les parties. Sans ce préalable comment imaginer un contexte de confiance porteur de dialogue ? La France doit en rappeler la nécessité. Les socialistes en

tout cas rappellent chaque fois que cela est nécessaire leur condamnation d'enlèvements ou détentions arbitraires, leur condamnation du terrorisme et le bombardement des populations civiles. Tout ce qui « aggrave les conditions de vie des Palestiniens (...) la paupérisation, les humiliations, les incursions meurtrières » a été condamné par le Parti socialiste. Tout cela, la crise au Proche-Orient, affecte la sécurité internationale. La communauté internationale est concernée.

Le Parti socialiste estime que l'Union européenne, les Etats-Unis et la Russie, les pays de la ligue arabe, doivent agir conjointement à l'ONU. Dans cet esprit le Parti socialiste a saisi le Parti socialiste européen et l'Internationale socialiste.

Les deux entreprises françaises qui construisent un tramway reliant Jérusalem Ouest aux colonies de Jérusalem Est sont privées. Elles agissent donc en pleine autonomie. Mais cette situation va à l'encontre de la position officielle de la France en ce qui concerne les territoires occupés. Elle affecte la crédibilité de sa diplomatie. Le Président de l'Autorité palestinienne s'en est ému. A ce titre, les autorités françaises compétentes ont un devoir de rappel qui aurait du et qui doit être exprimé publiquement. Toutes les violations du droit israéliennes comme palestiniennes doivent être dénoncées. Ces dénonciations doivent être communiquées aux autorités israéliennes comme palestiniennes en tenant compte d'articuler ces démarches

Le droit pour la paix...suite

sur celles qui peuvent conduire à la paix et supposent donc un cheminement partagé. C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste a signalé son désaccord avec les sanctions économiques prises en 2006 par l'Union européenne à l'égard de l'Autorité palestinienne. Le Parti socialiste a publiquement et clairement demandé le 23 mai 2006 à la Commission européenne de tout mettre en œuvre pour organiser sans retard la reprise de l'aide humanitaire et de l'aide au fonctionnement des institutions palestiniennes. Il existe dans le monde des régions qui ont décidé de se proclamer dénucléarisées. Cette décision qui doit être saluée et encouragée est le fruit de la libre détermination des Etats, et de leur confiance mutuelle. C'est comme cela que les pays d'Amérique latine ont négocié et signé le Traité de Tlatelolco, qui met hors la loi l'arme atomique en Amérique latine. Ces conditions là n'existent pas au Proche-Orient. L'absence de confiance mutuelle bloque le processus de paix. Cette situation est porteuse d'instabilité et de course aux armements. Il ne suffit pas de condamner et d'invoquer ou saisir l'AIEA ou l'ONU. La voie de la dénucléarisation du Proche-Orient passe par la construction de la confiance mutuelle, par une démarche conduisant à la paix. C'est cette voie là que les socialistes privilégient. Avec leurs amis du PSE et de l'IS, ils s'efforcent de convaincre de son bien fondé [...]



Lire à Limoges, photo Marie-Pierre Aguiton

En solidarité : Huile d'olive de Palestine

75 cl : 10.50 euros

50 cl : 7.50 euros

Et toujours :

- Cahier de formation (AFPS) n°21

« Israël, Iran...

Dénucléariser le Moyen-Orient »

par Bernard Ravenel

- Cahier de formation (AFPS) janvier 2008

« L'eau, enjeu du conflit israélo-palestinien »

par Jacques Fontaine

5 euros, le numéro.

Faites vos commandes par e.mail à l'association ou tel. 06 33 83 90 17

Prochains rendez-vous:

Assemblée générale

Vendredi 26 septembre à 20 h 00

Salle Blanqui, annexe 1

Limoges

Fête des Femmes en noir

Samedi 5 juillet à 15 h 00

Musiques palestiniennes et israéliennes et autres...

Goûter, gâteaux et boissons.

Fête de la Batteuse

Dimanche 27 juillet

Saint Priest sous Aixe

lieu-dit « chez Roger » toute la journée

Stand de produits palestiniens, céramiques, broderies, huile d'olives, épices...

Bonnes vacances

Vie de l'association depuis le mois de mars 2008

1 et 2.03: réunion du CN de l'AFPS

7.03: réunion de bureau

8.03: rassemblement des Femmes en noir

22.03: rassemblement pour Gaza

28, 29 et 30.03: Lire à Limoges

29.03: conférence de Michel Warschawski

29.03: fête du MRAP

1.04: réunion du CA de la MDH

5.04: rassemblement des Femmes en noir

19.04: rassemblement des Femmes en noir

17.11: rassemblement des Femmes en noir

25.04: réunion de bureau

3.05: rassemblement des Femmes en noir

3.05: Foire-expo à Limoges

7.05: entretien à RCF

13.05: réunion CA de la MDH

17.05: meeting à Paris

31.05: FSL à Limoges

7 et 8.06:réunion du CN de l'AFPS

9.06: réunion de bureau

20.06: rassemblement pour Gaza

05.07: anniversaire des Femmes en noir

Le droit..

Les réponses du PC et des Verts ont été communiquées dans les numéros précédents.

Le débat politique au meeting du 17 mai

Quelques extraits

Avec Leïla Shahid Déléguée générale de la Palestine auprès de l'UE (discours diffusé), Gidéon Lévy journaliste israélien, Ziad Abou Amr ancien ministre des Affaires étrangères (Hamass), Etienne Pinte député UMP, Véronique de Keyser députée européenne, Adel Attar premier conseiller de Leïla Shahid, Denis Sieffert rédacteur en chef de Politis.

D.S. Il est fondamental de porter un diagnostic juste sur ce conflit qui est trop souvent représenté comme un engrenage de violence ou un conflit religieux. En fait, il s'agit d'un conflit colonial et la solution est la décolonisation mais il manque la volonté politique au sein d'Israël. La communauté européenne n'est pas un acteur politique de premier plan, c'est uniquement le bailleur de fond. Quelles sont les perspectives ?

G.L. Le jour où ce genre de meeting aura lieu en Israël, que la Naqba sera commémorée, ce sera la paix. Je suis de la génération « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Face à la politique israélienne envers les Palestiniens, le monde n'est pas silencieux, il collabore. Le but est de faire changer d'avis le peuple palestinien. Le siège à Gaza n'est pas seulement criminel, il est inutile.[...] La situation à Gaza n'a aucune justification, elle est immorale. Je me sens responsable en temps qu'Israélien, c'est une occupation brutale. Israël n'est pas une démocratie. Il n'y a pas de démocratie pour les uns et pas pour les autres. Aux personnes qui célèbrent la création d'Israël, je leur dis qu'être un ami d'Israël aujourd'hui est de résister à l'occupation et le critiquer politiquement. [...] Je ne vois pas la fin de l'occupation, pourtant cette occupation ne peut pas durer, il faut y mettre fin. Le temps nous éloigne de plus en plus de la paix.

V.K. Je suis pour une politique européenne qui résisterait aux pressions américaines. Il y a de l'espoir lorsqu'on entend les voix qui refusent l'occupation mais je suis en colère contre l'Europe. Le partenariat qui nous lie à Israël est fondé sur la conditionalité. L'accord d'association U.E.-Israël ne peut exister que si Israël respecte les droits de l'Homme, or Israël en poursuivant l'occupation ne cesse de bafouer les droits de l'Homme [...] Au niveau du quartet, l'Europe a suivi les décisions américaines c'est-à-dire les plus tragiques. Elle a nié la légitimité du gouvernement palestinien d'union nationale.

A.A. L'Union européenne est en retard sur le plan politique et elle compense ce retard en fournissant de l'argent.[...] Ce qui est aussi tragique, est que l'assistance humanitaire bénéficie davantage à l'occupation. Elle est glissée dans l'économie israélienne. L'Europe peut exercer des pressions sur Israël car elle est le premier partenaire économique. A l'heure actuelle, je ne vois pas de changement de stratégie à l'égard d'Israël

Z.A. J'espère que de tels meetings auront lieu en Palestine. La vie à Gaza est impossible, les souffrances des Palestiniens et le siège doivent prendre fin comme l'a dit Gidéon. Les attaques israéliennes n'aboutissent à rien. La solution au conflit est la fin de l'occupation et c'est une responsabilité morale et politique que d'y mettre fin. L'Europe est responsable indirectement de la Naqba et de la disparition de la Palestine. Je ne crois pas que l'Europe endosse ses responsabilités dans un avenir proche. L'Europe est un allié stratégique d'Israël. Le temps joue en faveur des Israéliens qui gagnent de plus en plus de terres. Il n'existe qu'une seule issue, c'est la formation d'un état binational sur l'ensemble de la Palestine. La direction politique s'engage vers cette solution car il est maintenant impossible de créer un Etat palestinien. A Israël de choisir vite car il est en train de construire une Afrique du sud en Palestine. Nous devons être unis et non divisés [Hamass et Fath].

E.P. [...] Une des sanctions contre la politique israélienne est la suspension de l'accord d'association U.E.-Israël. Je vais proposer ce que je viens de dire à Sarkozy lorsque la France prendra la Présidence de l'Union européenne.

D.S. Si Israël ne discute pas avec le Hamass, est-ce que l'Europe accomplirait cet acte politique, discuter avec le partenaire interdit ?

V.K. Le Parlement européen a déjà dialogué avec le Premier ministre de l'ancien gouvernement, Ismaël Haniyeh.

E.P. En juillet 2006, j'ai proposé que la Communauté européenne ouvre le dialogue avec le Hamass et le Hezbollah. Il faut inévitablement dialoguer pour assurer la paix.

G.L. Si Israël veut la paix; il doit dialoguer avec le Hamass mais je ne m'attends pas à ce qu'Israël fasse ce pas [...]

Pour continuer nos actions pour la solidarité et la reconnaissance des droits des Palestiniens: votre soutien est primordial

BULLETIN D'ADHESION

Nom : **Prénom**:

Adresse:

Téléphone: **E-mail**.....

Date..... **Signature**.....

Cotisation étudiants, chômeurs.....10 euros

Cotisation faibles revenus.....20 euros

Cotisation de base.....40 euros

Cotisation de soutien.....55 euros

Cotisation plus.....70 euros et plus

Plus abonnement à « pour la Palestine » (trimestriel).....+ 11 euros

À envoyer à..... Limousin Palestine Maison des Droits de l'Homme 37, rue F. Mistral 87100 Limoges